

Quel repositionnement pour le FFS ?

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3877 - Dimanche 22 mai 2016 - Prix : 10 DA

Encadrés par 60 agences de tourisme privées

Plus de 16 000 pèlerins au Hadj 2016

Page 3

Plus de 30 000 gendarmes pour sécuriser les examens de fin d'année

Patrouilles, surveillance des centres et escortes des sujets

Page 4

Clinton candidate des déçus d'Obama

Par Mohamed Habili

D'ici à ce que Barack Obama quitte la Maison-Blanche et qu'un autre président l'y remplace, lequel pourrait être soit Donald Trump, soit Hillary Clinton, soit même Bernie Sanders, encore que ce soit là l'hypothèse la plus faible, il y a tout lieu de penser que la politique américaine dans les crises que connaissent le Moyen-Orient mais également la Libye ne changera pas. Quelque six mois nous séparent de cette relève. C'est à la fois peu et beaucoup. C'est peu dans la mesure où il est peu probable qu'il puisse y avoir dans l'intervalle une avancée majeure dans l'une ou l'autre des crises et conflits consécutifs au soi-disant printemps arabe. C'est beaucoup en même temps parce que malgré tout on ne peut exclure qu'il puisse y avoir accélération soudaine des événements, de sorte que ce qui paraît aujourd'hui peu probable ou même impossible se produise néanmoins, et sinon complètement du moins de façon substantielle. Ainsi il n'est pas nécessaire pour que les issues aux crises en question prennent forme, avant le changement de président aux Etats-Unis, que l'un ou l'autre des protagonistes remporte une victoire à la fois spectaculaire et décisive, il suffit pour cela qu'il se soit donné les moyens de le faire, qu'il ait créé les conditions d'une victoire assurée mais qui au final n'interviendra que plus tard, à plus ou moins brève échéance.

Suite en page 3

Huit terroristes abattus et des armes saisies à Bouira

L'ANP inflige des pertes sévères aux terroristes



Les forces de l'ANP ne cessent de multiplier les opérations pour nettoyer, entre autres, les maquis de Kabylie où est concentré le gros de l'activité des islamistes armés. La nébuleuse continue de subir des pertes sévères, dans des opérations précises. Page 2

2^e Forum d'investissement

Près de 200 hommes d'affaires britanniques attendus aujourd'hui

Page 2

Festival européen en Algérie

Une belle rencontre entre jazz et andalou avec Amel Zen

Page 13

Huit terroristes abattus et des armes saisies à Bouira

L'ANP inflige des pertes sévères aux terroristes

■ Les forces de l'ANP ne cessent de multiplier les opérations pour nettoyer, entre autres, les maquis de Kabylie où est concentré le gros de l'activité des islamistes armés. La nébuleuse continue de subir des pertes sévères, dans des opérations précises.

Par Meriem Benchaouia

L'Armée nationale resserre l'étau autour des groupes terroristes qui reçoivent des coups durs ces derniers temps. Ses éléments engagés sur plusieurs fronts, mettent régulièrement hors d'état de nuire les cellules de soutien aux groupes terroristes et récupèrent des lots d'armement de guerre. En effet, les forces de l'ANP ne cessent de multiplier les opérations pour nettoyer, entre autres, les maquis de Kabylie où est concentré le gros de l'activité des islamistes armés. La nébuleuse continue de subir des pertes sévères, dans des opérations précises. Grâce aux moyens qu'elle a déployés, l'ANP a réussi à mettre hors d'état de nuire de nombreux terroristes dangereux et mis en échec des plans de plusieurs filières liées à la contrebande et aux réseaux de crime organisé qui constituent une menace pour la sécurité du pays. Hier matin, six terroristes ont été abattus lors de l'opération de ratissage, toujours en cours, que mène l'armée dans la wilaya de Bouira. Depuis le début de cette opération, 8 terroristes ont ainsi été éliminés et un autre arrêté. L'opération a permis la récupération d'une importante quantité d'armes et de munitions. L'élimination de ce nombre de terroristes en un temps assez court dénote la détermination et la persévérance de l'ANP d'éradiquer, de manière



PH/D. R.

définitive, ce phénomène aux dimensions internationales et en liens directs avec le crime organisé transnational. Six terroristes ont été abattus et des armes récupérées par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), samedi matin, dans le prolongement de l'opération de ratissage, toujours en cours, menée près de la forêt d'Errich, dans la commune d'Aïn Turk (W. Bouira), a annoncé le ministère

de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la poursuite de l'opération de ratissage menée par les forces de l'ANP près de la forêt d'Errich, commune d'Aïn Turk, wilaya de Bouira/1^{re} Région militaire, un détachement a abattu, ce matin du 21 mai 2016, six terroristes et récupéré quatre pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un fusil mitrailleur de type RPK, un fusil semi-auto-

matique de type Simonov et une quantité de munitions», a-t-on indiqué de même source. «Ce qui élève le bilan de cette opération de qualité depuis son lancement le 17 mai, et qui est toujours en cours, à l'élimination de huit criminels et la capture d'un autre», a précisé le MDN. Par ailleurs, «d'autres détachements ont découvert et détruit à Batna, Jijel/5^e Région militaire et Aïn Defla/1^{re} Région militaire, trois

abris pour terroristes et une bombe de confection artisanale», selon le communiqué. A l'est du pays, deux armes à feu de catégorie six ont été saisies et un atelier de fabrication de munitions et d'armes a été démantelé dans une opération des services de la sûreté de wilaya de Tébessa. Divers équipements utilisés dans la fabrication des cartouches, des supports et des capsules de cartouches, deux de plomb et un gilet pare-balles ont été trouvés dans cet atelier après la perquisition de la maison d'un des suspects, a-t-on précisé de même source sécuritaire. Les services de sûreté de wilaya de Tébessa ont fait état dans leur document de la saisie, lors de cette opération, de 132 cartouches, huit projectiles en plomb, 353 capsules, des équipements servant dans la fabrication de cartouches et 28 passeports. L'opération a permis l'arrestation de trois individus impliqués dans cette affaire. Dans les wilayas de Tizi-Ouzou et Chlef, trois abris pour terroristes et une mine de confection artisanale ont été détruits il y a trois jours par des détachements de l'Armée nationale, indique un communiqué du MDN. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont détruit, le 18 mai 2016, trois abris pour terroristes et une mine de confection artisanale à Tizi-Ouzou et Chlef (1^{re} Région militaire)», précise la même source.

M. B.

2^e Forum d'investissement

Près de 200 hommes d'affaires britanniques attendus aujourd'hui

A l'occasion du 2^e Forum algéro-britannique d'investissement qui se tient dès aujourd'hui à l'hôtel El Aurassi d'Alger, pas moins de 190 hommes d'affaires britanniques prendront part à cet événement. C'est en effet dans le cadre des bonnes relations bilatérales qu'entretenant l'Algérie avec le Royaume-Uni que vient s'inscrire ce deuxième forum algéro-britannique sur l'investissement. A cet effet, c'est dans le but d'explorer, pour les Britanniques, les opportunités algériennes en matière d'investissement, a indiqué l'organisateur britannique de l'évènement, Atam Sandhu. Organisateur du forum en partenariat avec le gouvernement algérien, ce dernier, P-DG de Developing Markets Associates, a affirmé à l'APS, à ce propos, que «les hommes d'affaires britanniques commencent à comprendre la détermination du gouvernement algérien à diversifier l'économie algérienne et ont exprimé un grand intérêt pour divers secteurs», a-t-il souligné. S'agissant justement des innombrables domaines d'investissement qui attirent le plus

les Britanniques, on compte parmi ces derniers les secteurs de l'industrie, des hydrocarbures et énergies renouvelables, celui des infrastructures et du transport, des TIC, des finances ainsi que celui des services juridiques. C'est dire que les hommes d'affaires britanniques semblent être intéressés par un bon nombre de domaines parmi le large éventail d'investissements qu'offrent les opportunités algériennes. Parmi les secteurs de prédilection qui seront, à cet effet, présentés lors de ce forum, il y a ceux du transport, de l'ingénierie et la logistique. Ces domaines seront donc respectivement représentés chacun par Tell Group et Sarens. Pour ce qui est des services pétroliers c'est Petrofac qui s'en charge. Par contre concernant l'installation et la maintenance des centrales électriques et la gestion des projets, celles-ci seront représentées par Clarke Energy et Amec Foster Wheeler. Il est à savoir aussi que, présent déjà en Algérie, AstraZeneca, le producteur des produits pharmaceutiques, participera à la ren-

contre, de même que DLA Piper, spécialisé dans le secteur juridique. A cet effet, cette deuxième manifestation économique entre l'Algérie et le Royaume-Uni sera, donc, rehaussée du côté britannique par la présence de Richard Risby, représentant personnel du Premier ministre britannique, David Cameron, du ministre chargé du Trésor, Gregory Hands, ainsi que de la présidente du Conseil d'affaires Algéro-britannique (Algerian British Business Council-ABBC), Lady Olga Maitland. Par ailleurs, pour ce qui est de l'ambiance des affaires et des circonstances d'échanges de cette rencontre entre les deux pays, M. Sandhu, n'a pas manqué de manifester sa satisfaction quant à ce sujet. «Le climat des affaires algérien est très favorable et encourageant, un constat conforté par la présence des plus grandes sociétés britanniques en Algérie où les opportunités d'investissement sont grandes», a-t-il précisé. D'ailleurs, c'est en continuité directe du premier forum similaire qui s'est tenu à Londres en décembre 2014, avec la présen-

ce, rappelle-t-on de près de 500 compagnies des deux pays, qui a été un succès, que la décision d'organiser une deuxième édition a été prise, a-t-il relevé.

Pour sa part, Lord Risby a déclaré à l'APS que le forum était une occasion supplémentaire de mettre en évidence les opportunités pour plus d'investissements britanniques en Algérie, soulignant, par ailleurs, que le Royaume-Uni est toujours disponible pour accompagner l'Algérie dans la diversification de son économie. Toujours sur la question des investissements, puisqu'il s'agit du thème principal de ce forum, ce dernier a également exprimé sa grande satisfaction quant à l'élargissement du partenariat entre les deux pays, en dehors du secteur hydrocarbures, affirmant à nouveau que l'Algérie est un partenaire privilégié pour le Royaume-Uni. Pour ce qui est du côté algérien, l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Amar Abba, a estimé, quant à lui, que le forum est un moment fort dans les relations entre les deux pays, tout en ajoutant que «la coopération économique a été mar-

quée ces dix dernières années par l'édification d'un partenariat multiforme allant au-delà du secteur traditionnel des hydrocarbures», a-t-il laissé savoir. Pour plus de précisions sur l'évènement, Amar Abba a également estimé que «la rencontre constitue une excellente opportunité pour les deux gouvernements d'évaluer l'état de la coopération économique bilatérale et d'identifier de nouveaux créneaux pour la renforcer davantage». Au vu donc de ce 2^e Forum d'investissement algéro-britannique, qui s'annonce sous de bons auspices, il est à rappeler que le Royaume-Uni se place parmi les premiers partenaires de l'Algérie dans l'industrie pétrolière et gazière, et ce, sans compter les nombreux autres secteurs de l'activité économique qui ont été, à ce propos, investis par les compagnies britanniques dans ce sens. Pour preuve, rien qu'en 2015, les exportations du Royaume-Uni à destination de l'Algérie s'élevaient à plus de 471 millions USD, et ses importations à 2,53 milliards USD.

Yacine Djadel

Un nouveau premier secrétaire national désigné

Quel repositionnement pour le FFS ?

■ Un nouveau premier secrétaire national vient d'être nommé à la tête du Front des forces socialistes. Il s'agit de Abdelmalek Bouchafa, qui présidait la fédération de Constantine. Cette désignation est intervenue suite à la réunion du conseil national du parti ce week-end.

Par Nacera Chennafi

Le conseil national du Front des forces socialistes (FFS) réuni vendredi dernier en session ordinaire pour examiner la situation générale du pays et des questions organiques du parti a finalement tranché sur la succession de Mohamed Nebbou, dont le mandat de deux ans est arrivé à sa fin. Lors de cette session ordinaire, l'instance présidentielle du parti a désigné un nouveau premier secrétaire en remplacement de Mohamed Nebbou. Il s'agit de Abdelmalek Bouchafa, qui présidait la fédération de Constantine.

Selon un communiqué rendu public par le vieux parti de l'opposition, vendredi soir signé par l'instance présidentielle, il a été indiqué que «conformément à l'article 50 des statuts du parti du FFS et aux compétences qui lui sont dévolues, l'instance présidentielle décide de nommer le camarade Bouchafa Abdelmalek en qualité de premier secrétaire du FFS en remplacement du camarade Nebbou Mohamed».

Selon la même source, la désignation d'un nouveau secrétaire national s'inscrit dans le cadre du maintien de l'esprit d'alternance, de collégialité et de rotation qui caractérise le parti. A cette occasion, l'instance présidentielle a exprimé sa «haute appréciation» et sa «reconnaissance» à Mohamed Nebbou «pour les efforts et le travail accomplis pendant son mandat de premier secrétaire du parti».

Il est à savoir que le départ de Mohamed Nebbou était attendu depuis presque deux mois mais la déstabilisation qu'a provoqué la disparition du défunt Ait Ahmed a laissé la présidence collégiale du parti à temporiser. Le FFS a connu un tournant poli-



tière après son retour à la participation aux élections législatives de 2012 après de longues années de boycott et en 2013 avec un congrès marqué par la fin de la gestion du défunt Ait Ahmed et la naissance d'une présidence collégiale mais la mort de son fondateur a mis sa direction devant le défi de la continuité. En cette période, le parti a connu deux premiers secrétaires. Le premier était Youcef Batatache auquel a succédé Mohamed Nebbou. Ce dernier avait mené aux côtés des membres de la présidence collégiale, plus de 60 rencontres de consultations avec des représentants de partis politiques, des organisations, associations et personnalités pour convaincre de la construction d'un consensus national dans lequel le FFS a voulu rassembler le pouvoir et l'opposition. Cette démarche a échoué et le parti n'a pas pu

tenir sa première conférence initiale, le 24 février 2014. Après la mort de Hocine Ait Ahmed, la direction du parti avait affirmé son attachement à la concrétisation du consensus national.

Aujourd'hui, le nouveau premier secrétaire a pour défi de reprendre le rêve du consensus national, boudé par les partis au pouvoir et ceux de l'opposition. Le FFS a aussi deux rendez-vous électoraux à préparer, à savoir les élections législatives de 2017 et les élections locales. Une autre charge attend aussi Abdelmalek Bouchafa, il s'agit d'unifier les rangs du FFS, menacés par la dispersion si jamais le parti de Karim Tabou, ancien premier secrétaire du FFS, obtient l'agrément pour son parti.

Politiquement et médiatiquement, le nouveau premier secrétaire du FFS reste peu connu, le parti donne quelques détails sur

sa bibliographie, rendue publique sur le site du parti.

Bio-express

Né en 1966, Abdelmalek Bouchafa, un cadre de l'éducation nationale est militant et premier secrétaire fédéral de Constantine durant deux mandats consécutifs, depuis 2012. Il est aussi président de la commission jeunesse et sports au niveau de l'Assemblée populaire de la wilaya de Constantine. Il a occupé le poste de délégué du premier secrétaire national chargé du développement du parti au niveau des fédérations de l'Est du pays, depuis août 2014. Le nouveau premier secrétaire national du FFS avait aussi occupé plusieurs postes dans le mouvement associatif et syndical.

N. C.

Encadrés par 60 agences de tourisme privées

Plus de 16 000 pèlerins au Hadj 2016

Le directeur de l'Office national du Hadj et de la Omra (Onho), Youcef Azzouza, a fait savoir, hier à Alger, que 60 agences de tourisme prendront en charge plus de 16 000 hadjis dans le cadre du Hadj 2016. 16 360 hadjis seront encadrés par des agences de tourisme privées, soit plus de 60% des 28 700 pèlerins, a indiqué M. Azzouza dans une déclaration à la presse à l'issue d'une rencontre d'orientation en direction des agences de tourisme et de voyages participant au Hadj 2016. Deux agences de tourisme publiques prendront en charge 12 400 hadjis, a-t-il ajouté, soulignant l'augmentation du nombre d'agences privées chargées de

l'encadrement des hadjis par rapport à l'année dernière (43). A une question sur le quota de chaque agence, il a répondu qu'il variait entre 130, 260 et 520 pèlerins, expliquant cette différence à la capacité d'accueil des avions. Les agences de voyages remplaceront les pèlerins dans toutes les opérations relatives au Hadj à commencer par le paiement du coût du pèlerinage à la réception du passeport avec visa pour les Lieux saints, a-t-il dit, rappelant que le billet d'avion sera acquis cette année avant l'obtention du visa. Il a encore fait savoir que cinq commissions ont été créées dans le but de procéder à l'évaluation de prestations de ces agences et des

membres de la mission nationale du Hadj. «L'Onho appliquera des sanctions sévères allant à l'exclusion des agences défaillantes», a soutenu son responsable. Pour ce qui est des mesures adoptées pour l'encadrement du Hadj 2016, il a rappelé le processus numérique de transport et d'hébergement des pèlerins qui permettra, selon lui, de localiser la position du hadji depuis son départ vers les Lieux saints à son retour au pays. De plus, la tenue unifiée des hadjis algériens facilitera leur orientation. Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aissa, présent à la réunion, a appelé les représentants des agences associées à l'organisa-

tion du Hadj 2016 à fournir des prestations de qualité aux hadjis pour leur permettre d'accomplir leur rites dans les meilleures conditions. Il a donné, dans le même contexte, le coup d'envoi de la caravane du Hadj destinée à initier les pèlerins à l'accomplissement des rites. Cette caravane sillonnera dans une première étape 14 wilayas. Elle sera généralisée à partir de l'année prochaine à tout le territoire national, a indiqué M. Aissa qui inspectait des répliques miniaturisées des Lieux saints élaborées à cette fin. Les pèlerins recevront des attestations au terme de cette initiation.

Younès Ch.

LA QUESTION DU JOUR

Clinton candidate des déçus d'Obama

suite de la page Une

Par exemple, il faut peut-être plus de six mois à l'armée syrienne pour reprendre Alep, mais si dans le même laps de temps elle a réussi à couper entièrement les lignes d'approvisionnement des groupes rebelles, cette même victoire décisive ne serait plus alors qu'une question de temps, quel que soit le remplaçant d'Obama. Par rapport à cette échéance essentielle qu'est l'arrivée d'un nouveau ou d'une nouvelle présidente aux Etats-Unis, on peut distinguer deux camps dans chacun de ces conflits, celui qui ne demanderait pas mieux que la poursuite de la même politique américaine, et celui qui au contraire attend impatiemment le départ d'Obama, dans l'espoir que son remplaçant change complètement de cap. Les monarchies du Golfe, par exemple, ne cachent plus que l'administration Obama est à leurs yeux la pire à qui elles aient eu affaire depuis longtemps, si ce n'est depuis le début de leur alliance avec les Etats-Unis. Le deuxième camp dans son ensemble, celui des déçus du président Obama, qu'ils appartiennent à la région ou non, ne sait pas en réalité lequel des deux candidats ayant le plus de chance de l'emporter est meilleur pour leurs intérêts, Trump ou Clinton. Mais que Sanders ne convienne à nul d'entre eux, cela est l'évidence même, car en matière de politique extérieure, s'il est un continuateur d'Obama, c'est bien lui. Leur choix n'est guère qu'entre Trump et Clinton, autrement dit entre quelqu'un qu'ils ne connaissent pas, et qui pour cela peut les surprendre désagréablement, bien qu'il soit républicain, et une autre qui est démocrate mais dont les positions antérieures sont conformes à ce qu'ils sont portés à attendre d'un chef d'Etat américain. A priori, Donald Trump ne peut pas être le favori des monarchies du Golfe compte tenu de son intention de fermer pour un temps devant les musulmans la porte des Etats-Unis. Mais si néanmoins il s'était opposé au refus d'Obama d'intervenir en Syrie, le plus probable est qu'elles auraient surmonté leur répugnance pour lui, et auraient peut-être fait plus que souhaiter son élection. Or Trump est tout différent de Clinton sur ce plan. C'est même sur ses tendances interventionnistes qu'il compte faire fond en premier lieu pour la vaincre en novembre, si bien sûr c'est à elle qu'il se trouvera confronté. Donc Trump, pour républicain qu'il soit, n'est pas celui que les monarchies du Golfe voudraient voir arriver à la Maison-Blanche. Leurs espoirs d'une politique aux antipodes de celle du président sortant ne peuvent plus reposer que sur Hillary Clinton, à la réputation de va-t-en-guerre bien établie, toute femme qu'elle est.

M. H.

Alger Démantèlement de deux réseaux de trafic de drogue

DEUX RÉSEAUX criminels spécialisés dans le trafic de drogue dure (cocaïne) et de psychotropes activant sur l'axe routier Zeralda-Palm Beach (Alger) ont été démantelés, a indiqué hier un communiqué de la cellule de communication relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Alger. Selon la même source, la brigade de la gendarmerie de Palm Beach, relevant de la brigade de Zeralda, a démantelé le premier réseau, après avoir reçu des informations sur les agissements d'une bande de trafic de cocaïne et de psychotropes sur l'axe Zeralda-Palm Beach. Après le lancement d'une enquête, les membres du réseau ont été arrêtés en possession de 22 grammes de cocaïne et 190 comprimés psychotropes. Une voiture de luxe que les dealers utilisaient dans leurs déplacements a été également saisie. Le deuxième réseau arrêté est composé de quatre individus âgés de 20 à 25 ans, spécialisés dans le trafic de psychotropes. 357 comprimés psychotropes ont été saisis lors de cette opération ainsi qu'une voiture et une somme d'argent. Le procureur de la République près la cour de Chéraga a ordonné la mise en détention préventive des mis en cause en attendant de les traduire devant la justice. Par ailleurs, une quantité de 10 kg de cannabis sous forme de plaquettes, jetées par les flots, a été saisie suite à des informations reçues sur le Numéro vert (10-55). Une enquête a été ouverte pour arrêter les individus impliqués dans cette affaire. **G. H.**

Sidi Bel-Abbès Un réseau de faussaires de billets de banque démantelé

LA BRIGADE criminelle de la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbès a démantelé un réseau national de faussaires de billets de banque, arrêté onze mis en cause et saisi 1,6 million DA de faux billets, a-t-on appris hier auprès de la cellule d'information et communication de la sûreté de wilaya. Agissant sur informations faisant état de personnes de différentes wilayas du pays qui utilisent de faux billets de banque au centre-ville de Sidi Bel-Abbès, la brigade criminelle a réussi à démanteler ce réseau, a-t-on indiqué. Cette opération a permis la saisie, lors de perquisitions dans plusieurs maisons, de 1,6 million DA en faux billets de 1 000 et 2 000 DA, d'un ordinateur et d'un photocopieur utilisés dans la contrefaçon. Les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt et l'enquête se poursuit, a-t-on ajouté. **K. L.**

Plus de 30 000 gendarmes pour sécuriser les examens de fin d'année Patrouilles, surveillance des centres et escortes des sujets

■ Les examens de fin d'année du cycle primaire, en attendant ceux du brevet et du baccalauréat prévus pour le mois prochain, débuteront aujourd'hui dans les 48 wilayas du pays. Ces épreuves seront suivies de près par la Gendarmerie nationale qui, à cette occasion, vient de dévoiler son plan sécuritaire spécial dont l'objectif est d'assurer leur bon déroulement et d'éviter toute fuite des sujets.

Par Louiza Ait Ramdane

Dans un communiqué, la Cellule de communication de la Gendarmerie nationale rassure les parents d'élèves d'une meilleure couverture sécuritaire des examens de fin d'année 2016. Selon la même source, les unités de la gendarmerie seront mobilisées en force et à travers les 48 wilayas du pays, non seulement pour sécuriser les candidats mais aussi pour surveiller les lieux d'examen et escorter les sujets et les feuilles d'examen tout au long de la période prévue pour les épreuves de fin d'année. A cette occasion, la gendarmerie rappelle qu'un dispositif draconien a été mis en place par le Commandement en collaboration avec le ministère de l'Education nationale. Un dispositif sécuritaire qui consiste en la mobilisation de milliers de gendarmes qui veilleront à la sécurité durant les épreuves de fin d'année. La GN à travers ce communiqué rassure que ses unités mettront en place tous les moyens humains et matériels afin de garantir le bon déroulement de cet événement d'importance nationale au niveau des 48 wilayas. En sus du déploiement d'un vaste dispositif spécial pour la couverture sécuritaire des centres d'impression, centres d'examen, regroupement pour les centres de correction, les unités de la gendarmerie vont également se mobiliser à travers des patrouilles mobiles. En effet, des escortes des sujets et des feuilles d'examen seront assu-



PH/D. R.

rées, également, par les gendarmes. Le communiqué de la gendarmerie indique que l'escorte et la protection des sujets d'examen seront faites à partir des directions de l'Education vers les centres d'examen afin de rassurer les parents d'élèves contre toute polémique sur d'éventuelles «fuites» de sujets. Selon le même communiqué, la sécurisation de l'acheminement des feuilles d'examen pour la correction à partir des centres d'examen vers les directions de l'Education et à partir des direc-

tions de l'Education vers les centres de correction seront, aussi, surveillés et contrôlés par les gendarmes. Et pour garantir une meilleure et large sécurité durant la période des examens, la gendarmerie souligne qu'un renforcement du dispositif de la sécurité routière sur l'ensemble des routes nationales, chemins de wilayas et communaux, surtout au niveau des pénétrantes vers les agglomérations avant et pendant le déroulement des examens, sera également pris en considération. Egalement dans le

cadre de ce plan, la gendarmerie a mis en place une organisation de service et des dispositifs fixes et mobiles de ses unités qui exécutent un plan de barrage, points de contrôle et des patrouilles dans les différentes circonscriptions de compétence de la Gendarmerie nationale pour assurer une meilleure couverture sécuritaire des lieux de déroulement de ces examens selon le nombre de centres d'examen dans toutes les wilayas du sud, du nord, de l'est, de l'ouest et du centre du pays. **L. A. R.**

Examen de fin de cycle primaire à Béjaïa

Les potaches face à leur première épreuve scolaire

Pas moins de 14 436 candidats, dont 6 936 filles, issus des 560 écoles primaires que compte la wilaya de Béjaïa vont se présenter dès aujourd'hui (dimanche 22 mai 2016) dans les 310 centres d'examen pour passer les épreuves de la 5^e année qui marqueront la fin du cycle primaire dans leur cursus scolaire. Les candidats issus des écoles privées sont au nombre de 171 (81 filles et 90 garçons). Ces derniers ont suivi leurs études primaires dans cinq écoles privées. «Les candidats seront encadrés par 3 459 encadreurs (310 psychologues, 2410 surveillants, 119 secrétaires)», indique la cellule de communication de la direction de l'Education dans un communiqué presse qui nous a été transmis hier. «Contrairement aux deux autres paliers, les garçons sont plus nombreux que les filles cette année», précise-t-on.

«Cette année, la direction de l'Education compte sept élèves aux besoins spécifiques (5 handicapés moteurs, 2 handicapés visuels) qui seront pris en charge dans les centres d'examen où ils bénéficieront de l'assistance nécessaire en application de la réglementation en vigueur», ajou-

te-t-on dans le communiqué. La restauration est assurée dans les centres d'examen aux élèves ainsi que l'encadrement et les différents services (sécurité, Protection civile et de la Santé). 1 centre de correction et 1 centre de distribution sont ouverts. Par ailleurs, l'on note que les chefs

de daïra ont été mobilisés pour garantir les conditions nécessaires pour le déroulement de l'examen sur le plan de l'organisation, tandis que les présidents d'APC ont garanti toute la logistique nécessaire comme le transport des élèves, eau, etc., «afin de réunir les meilleures conditions possibles pour le déroulement de cet examen», souligne-t-on. A noter que les résultats seront proclamés le 11 juin sur le site de l'Onec. Par ailleurs, 2 867 candidats dont 19 prisonniers ont passé leur examen d'accès à l'université de formation continue (UFC) à Béjaïa dans 2 centres d'examen (143 salles), à savoir à l'université de Béjaïa et au pénitencier de Oued-Ghir. Ces derniers ont passé leur examen hier et avant-hier dans trois spécialités, dont 1 200 en lettres, 1 000 en sciences et 500 en gestion.

Sûreté de wilaya Un plan spécial préventif mis en œuvre pour sécuriser les centres d'examen

A NOTER que la sûreté de wilaya a tracé un plan spécial préventif pour sécuriser tous les centres d'examen, de correction, de distribution et de stockage des feuilles d'examen se trouvant dans son territoire de compétence au niveau de la wilaya de Béjaïa et pour les trois examens de fin d'année, souligne-t-on dans un communiqué de presse. Tous les moyens matériels et humains sont mobilisés par la sûreté de wilaya afin de garantir la sécurité des centres d'examen et des candidats. «Des policiers ont été instruits pour réguler la circulation aux alentours des centres d'examen, et d'autres à accompagner l'acheminement des feuilles d'examen vers les différents centres, en coordination avec la direction de l'Education», ajoute-t-on. **H. C.**

Hocine Cherfa

Durant le ramadhan et la saison estivale

Dispositif spécial de contrôle du marché

■ Un dispositif spécial de surveillance et de contrôle du marché durant le ramadhan et la saison estivale a été mis en place par le ministère du Commerce, selon ce département ministériel.

Par Samy O.

Les services locaux du ministère ont ainsi été instruits d'assurer un suivi régulier de l'approvisionnement du marché et une observation quotidienne efficace des prix, accompagnés d'une analyse des données recueillies et exploitées. En matière de suivi de l'approvisionnement du marché, le système d'information consiste à communiquer quotidiennement, jusqu'à la fin de la saison estivale, les renseignements relatifs à la disponibilité des produits de base sur le mar-



ché, aux produits faisant l'objet d'une augmentation de la demande et sa répercussion sur les prix pratiqués. Il s'agit également de surveiller les conditions de distribution de ces produits et de s'enquérir de la cause d'éventuelles tensions et pertur-

bations qui pourraient les toucher. Les brigades chargées de l'observation des prix du marché sont, quant à elles, mobilisées pour le suivi des prix pratiqués sur le marché ainsi que leur tendance à travers l'élaboration et la communication du relevé des

prix sur le marché au stade de gros et de détail. En cas de perturbation du marché pour un produit de base donné, le système d'alerte mis en place est immédiatement déclenché. Concernant l'information et la sensibilisation des consommateurs, les actions envisagées s'articulent autour de la poursuite de la campagne de sensibilisation sur la prévention des risques liés aux intoxications alimentaires avec la participation des associations des consommateurs et des associations professionnelles. Cette campagne est axée sur le respect des conditions de conservation et d'entreposage des produits alimentaires sensibles périssables, notamment la chaîne du froid, la lutte contre l'exposition et la vente des produits et denrées alimentaires sur la voie publique et devantures de magasins et le respect des conditions d'hygiène.

Lutte contre la spéculation et la rétention des stocks

Le ministère prévoit la poursuite de la campagne de sensibilisation des commerçants distri-

buteurs (grossistes et détaillants) pour assurer l'approvisionnement régulier des citoyens en produits à forte demande en cette période, le respect des prix réglementés, le maintien des prix à des niveaux raisonnables et la lutte contre toute pratique spéculative comme la rétention des stocks de produits. «La campagne de sensibilisation des commerçants vise à assurer à la population un approvisionnement fluide du marché, durant la saison estivale et à la veille et durant le mois de ramadhan, pour contrecarrer toute velléité de spéculation ou d'augmentation injustifiée des prix», précise le ministère du Commerce. Par ailleurs, il est prévu la reconduction du dispositif relatif à l'organisation des marchés spécifiques à l'occasion du ramadhan, et ce, conjointement avec l'Ugta et l'Union générale des commerçants (Ugca). En matière de contrôle économique et de la répression des fraudes, les activités de contrôle visent à veiller au respect des règles de transparence et de loyauté des transactions commerciales ainsi qu'à la conformité des biens et des services mis sur le marché. A ce titre, un dispositif spécifique de contrôle est arrêté et sera mis en œuvre à partir du 25 mai en cours pour la période considérée. Ce dispositif sera modulé en fonction des spécificités de cette période, notamment en ce qui concerne la prolifération de certaines pratiques illicites ou frauduleuses susceptibles de porter atteinte à la santé, à la sécurité et aux intérêts matériels du consommateur, voire leurs répercussions sur les niveaux des prix pratiqués sur certains produits particulièrement à la veille et durant la première semaine du ramadhan. Ainsi, les actions programmées seront axées sur la surveillance des unités de production des produits alimentaires afin de s'enquérir des conditions de fabrication et du respect de l'obligation de l'auto-contrôle et des règles d'hygiène et de salubrité. Ces actions s'articuleront aussi sur le respect de la chaîne du froid lors du processus de la mise à la consommation des produits alimentaires périssables notamment lors du transport et de la manutention.

S. O./APS

Secteur agricole

Appel à une coordination pour une meilleure prise en charge des investisseurs

Les participants à une journée d'orientation sur la promotion des investissements dans le secteur agricole ont appelé à Oran à une coordination entre les différents acteurs pour une meilleure prise en charge des investisseurs. «Il y a une insuffisance d'informations dans l'approche d'octroi des crédits agricoles», a indiqué le directeur général du Bureau national d'études de développement rural (Bneder), Abdelhak Aouemer, en marge de cette rencontre organisée au Centre d'excellence de la formation professionnelle de Misserghine. Il a signalé que sur 385 études achevées, peu de porteurs de projets ou investisseurs potentiels pourtant éligibles aux crédits Ettahadi ou Rfik au niveau de la wilaya d'Oran, ont vu leurs demandes satisfaites. Près de 21% des projets d'investissement sont confinés dans l'aviculture (poulet de chair), 15% dans l'élevage bovin, 15% dans l'élevage ovin, 15% dans l'acquisition de matériels agricoles et 7,8% dans la plasticulture, a-t-il fait observer, soulignant que la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) est partie prenante dans l'acte d'investissement des activités connexes. «Le manque de financement constitue un obstacle majeur au développement de l'agricultu-

re au niveau local», a estimé le président de la chambre d'agriculture de la wilaya, Meftah El Hadj Brachemi, se demandant pourquoi refuse-t-on un dossier de crédit à un investisseur ayant eu préalablement un accord de principe de l'Office national des terres agricoles (Onta) et l'aval de la direction des services agricoles. «Il y a un sérieux problème de coordination entre les structures qui gèrent le financement au niveau conceptuel, financier et administratif. A l'exception du leasing (crédit bail) où un nombre d'investisseurs ont vu leurs demandes satisfaites, les accords de crédits Ettahadi sont minimes», a fait remarquer Mohamed Fellah, membre du conseil d'administration de la chambre d'agriculture qui déplore les lenteurs administratives dans l'octroi des crédits de campagne qui, souvent, ne sont pas accordés en temps opportun. La chef de service Crédit à la direction régionale de la Badr, Ratima Kalaidji, a souligné, pour sa part, que le dispositif de gestion du crédit Ettahadi a été renforcé ces dernières années par l'octroi de crédits au profit de 64 demandeurs en 2015 pour un montant de 840 millions DA et de 219 dossiers pour l'octroi de crédit Rfik de 2013 à ce jour, rappelant que les normes d'octroi de crédit ont

été diffusées par écrit au Bneder et à la direction des services agricoles pour l'application des normes communes. Elle a ajouté, à ce propos, que 17 dossiers de crédit Ettahadi ont été notifiés en 2014 pour un montant de 175 millions DA pour les filières avicole, d'élevage bovin et de transformation d'olive contre un financement de 5 dossiers seulement en 2013. Cette journée d'orientation et de promotion de l'investissement dans les secteurs agricole, des forêts et de la pêche, a été marquée par une intervention du directeur des services agricoles de la wilaya d'Oran, ayant abordé les potentialités de la wilaya d'Oran, suivie d'une communication sur l'aquaculture par le directeur de la pêche. La wilaya d'Oran dispose d'une superficie agricole de 211 400 hectares dont une superficie agricole utile (SAU) de 88 215 ha et 7 230 ha irrigués. Les principales spéculations sont les céréales avec une superficie de 54 297 ha, le maraîcher (5 000 ha), l'olivier (7 900 ha) et la viticulture (200 ha), a-t-on indiqué de sources responsables. Une exposition sur les différentes activités agricoles, de forêts et de pêche a été organisée à la faveur de cet événement.

Amel B./Agences

G7-Finances au Japon

Croissance mondiale et turbulences des monnaies au menu

Les grands argentiers du G7 ont débattu au Japon des moyens de revigorer une croissance mondiale possible, au premier jour d'une réunion au cours de laquelle devait ressurgir la délicate question des récents soubresauts des marchés des changes. Le bon équilibre entre politique monétaire accommodante, politique de relance budgétaire et, à plus long terme, les réformes structurelles nécessaires à une croissance durable devaient être au cœur des réflexions sur les

efforts attendus de chacun des sept grands pays industrialisés. Réunis à Akiu, une petite station thermale de la région de Sendai (nord-est), les ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales du Japon, des Etats-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Canada ainsi que la directrice générale du FMI, Christine Lagarde et le gouverneur de la Banque centrale européenne Mario Draghi, ont commencé par écouter à huis clos les analyses de sept économistes

renommés. Si nul ne renonce à la manne budgétaire pour stimuler l'économie, le dosage requis de la part de chacun ne fait pas l'unanimité. France et Japon plaident pour une certaine flexibilité tout en devant réduire leurs déficits budgétaires. L'Allemagne, moins contrainte et dont les partenaires attendent de ce fait des dépenses plus généreuses susceptibles d'avoir un effet d'entraînement sur eux, est réticente et demande des réformes de fond. Mais «y compris pour faire face à la crise des

réfugiés, l'Allemagne sans le dire, est dans une disposition d'esprit plus souple qu'elle ne l'était jusqu'à ces derniers temps», affirme le ministre français des Finances, Michel Sapin, pour qui le Canada est quant à lui «exemplaire». Comme l'Allemagne, «le Canada a des marges de manœuvre, il les utilise d'abord pour soutenir sa croissance mais en soutenant sa croissance, il soutient la croissance mondiale», a-t-il dit. «Le G7 doit faire plus en termes de réformes structurelles afin de rendre l'éco-

nomie plus efficace, de renforcer le secteur de l'offre, de relancer l'investissement, y compris l'investissement dans les pays émergents», a commenté Ivan Tselichtchev, professeur d'économie à l'Université de gestion de Niigata (nord-ouest du Japon), estimant que «les pays développés ne faisaient pas assez pour tirer parti» de la réduction progressive du différentiel de coût avec la Chine et d'autres pays émergents.

R.E.

Bouira

Plus de 100 projets d'investissement financés par l'Ansej

Plus de cent projets d'investissement ont été financés par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes de Bouira depuis janvier 2016 à ce jour, a indiqué le directeur de l'agence locale, en marge du Salon national de l'emploi (Salem).

Par Ilham N./APS

«**N**ous avons enregistré quelque 111 projets d'investissement créés et financés par l'Ansej dans la wilaya de Bouira durant la période allant de janvier à mai 2016», a expliqué à l'APS M. Hammal, précisant que la majorité des projets concerne le domaine des services avec 36 projets, suivi du secteur de l'agriculture (25 projets) puis du secteur des travaux publics (24 projets). A la faveur de ces projets, lancés par des entrepreneurs universitaires locaux de Bouira, 164 postes d'emploi ont été créés pour les jeunes, a ajouté le même responsable, en marge de la sixième édition du SALEM organisée à la maison de la culture Ali-Zaâmoum de Bouira et à laquelle prennent part 22 micro-entreprises créées dans le cadre de l'Ansej. Le directeur de l'antenne Ansej de Bouira a précisé, par ailleurs, que le taux de recouvrement des crédits a dépassé les 66% avec un montant total de près de 42 millions de dinars. Placée sous le signe «la micro-



Ph. > D. R.

entreprise instrument de diversification de l'économie nationale», la sixième édition du SALEM, inaugurée jeudi par les autorités locales, se poursuivra jusqu'au 22 du mois en cours, selon les organisateurs. Elle a pour objectif de faire connaître les politiques et les mécanismes des différents dispositifs d'emploi, de présenter et d'expliquer les procédures de création d'entreprises dans le cadre des dispositifs de soutien à

l'emploi de jeunes, a souligné le directeur de l'Ansej de Bouira. Le salon vise également à faire connaître les différentes formules de placement des demandeurs d'emploi, d'offrir aux jeunes promoteurs chefs d'entreprises un espace d'échange d'information et d'expériences, ainsi qu'à permettre aux jeunes bénéficiaires des dispositifs de présenter leurs entreprises et leurs produits et services. L'autre mission du

salon est de favoriser la mise en relation d'affaires et les contacts entre les jeunes chefs d'entreprises et les opérateurs et acteurs économiques, ainsi que de permettre aux jeunes de connaître les partenaires du dispositif de l'Ansej intervenant dans le processus de création d'une micro-entreprise (banques, impôts, Cnrc, CnasS, Casnos,...), a expliqué M. Hammal. **I. N./APS**

Médéa

Campagne «ciblée» de prévention contre les incendies et feux de récoltes

Une campagne «ciblée» de prévention contre les incendies de forêt et feux de récoltes a été entamée par la Protection civile de Médéa, dans le but de réduire les pertes enregistrées chaque saison estivale et préserver le potentiel naturel local, a-t-on appris auprès de cette structure. Outre les portes ouvertes organisées à travers les différentes unités d'intervention de la Protection civile, des rencontres de proximité avec les agriculteurs, apiculteurs et habitants des zones forestières ont été programmées dans les zones les plus exposées à ce risque, notamment les parties nord-est et sud-ouest de la wilaya où est recensé le plus grand nombre d'incendies, a-t-on expliqué. L'objectif de ces rencontres de proximité est

de sensibiliser les concernés sur les risques qui découlent de certaines pratiques, notamment l'écobuage, méthode traditionnelle de défrichage des terres agricoles à la fin de la saison de moisson, l'utilisation de machines et engins agricoles non équipés de moyens de lutte anti-incendie et le non-respect des règles d'entreposage des bottes de paille, a-t-on souligné. L'intervention des équipes en charge de l'encadrement de cette campagne sera focalisée sur l'aspect préventif, mais aussi sur l'importance de se doter d'équipements de lutte anti-incendie, aussi bien durant la période de moisson que sur les lieux réservés au stockage des récoltes et des produits hautement inflammables, a-t-on fait savoir de même source. Les services de

la Protection civile avaient recensé pas moins de 1 428 incendies de forêt et feux de récoltes, durant la saison estivale 2015, contre 1 030 incendies et feux de récoltes, l'année d'avant. Plus de la moitié de ces incendies, soit 972, ont pu être maîtrisés grâce à l'intervention conjuguée des équipes de lutte anti-incendie de forêt de la Protection civile et celle des forêts, a-t-on indiqué. Les pertes enregistrées en 2015 s'établissaient à plus de 2 000 hectares, en légère hausse par rapport à la saison 2014 où il a été signalé la destruction d'environ 1 900 hectares, dont 869 hectares de surfaces sylvoles et 970 hectares de couvert végétal.

Ali O./Agences

Tamanrasset

Lancement d'une opération d'assainissement du foncier industriel

Une large opération d'assainissement des listes des bénéficiaires du foncier industriel destiné à l'investissement a été lancée à Tamanrasset, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette opération d'assainissement a pour objectif de récupérer les assiettes foncières non exploitées, attribuées aux bénéficiaires par l'ex-Comité d'assistance à la localisation et à la pro-

motion de l'investissement et de régularisation du foncier (Calpiref), a précisé le secrétaire général (SG) de la wilaya. Elle concerne 178 dossiers d'investissement sur un total de 270 dossiers approuvés par le Calpiref et dont 113 dossiers ont été annulés, étant donné que leurs propriétaires n'ont pas entamé la concrétisation de leurs projets, a indiqué Abdekader Bradai. L'opération en question

contribuera à relancer l'investissement productif créateur de richesses et d'emplois dans cette wilaya de l'extrême sud du pays, à travers l'encouragement de l'accès au foncier industriel des vrais investisseurs, a-t-il ajouté. De nouvelles mesures relatives à l'attribution du foncier industriel destiné à l'investissement ont été prises afin d'éviter, à l'avenir, le blocage ou les retards enregistrés en matière de

réalisation de projets, selon le même responsable. La wilaya de Tamanrasset compte actuellement 92 dossiers d'investissement, dont 34 sont dans la phase d'établissement du permis de construire et 14 autres au niveau des domaines de l'Etat, en plus de 19 projets en phase de concrétisation et versés dans divers créneaux d'activités, a-t-il dit.

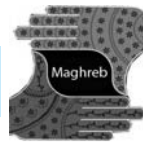
F.A.

M'sila La capacité de production de la centrale d'électricité de Draa El Hadja renforcée

LA CAPACITÉ de production de la centrale d'électricité située à Draa El Hadja au chef-lieu de la wilaya de M'sila sera renforcée «au début du mois de juin» d'une puissance supplémentaire de 240 Mw, a-t-on appris auprès de la direction de l'énergie. Dans une déclaration à l'APS le directeur local du secteur, Messaoud Annane, a précisé que 12 nouvelles turbines mobiles d'une puissance globale de 240 Mw vont être mises en place, ce qui augmentera la production de la centrale d'électricité à 1 046 Mw. L'installation de ces équipements vise à faire face à la hausse attendue de la consommation en matière d'énergie électrique caractérisant l'été et la période estivale tout en améliorant la qualité des prestations de services, a précisé le même responsable. Ces turbines mobiles seront transportées et mises en service «au début de l'automne» dans le sud du pays pour renforcer la production électrique, a ajouté M. Annane, rappelant que la wilaya de M'sila dispose d'une centrale thermique à gaz, mise en service en 1980, qui a connu depuis des travaux d'extension faisant augmenter la production à 800 Mw. **M.A.**

Saison estivale Renforcement des structures sanitaires du littoral d'Oran

LES DIFFÉRENTES structures sanitaires seront renforcées au littoral d'Oran par des équipements médicaux et un staff médical et paramédical, durant la saison estivale 2016, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et la population. Cette mesure concerne les polycliniques, les salles de soins et les services d'urgence, eu égard à la grande affluence que connaissent les plages de la wilaya, surtout la corniche oranaise, ajoute-t-on. Dans ce cadre, les polycliniques resteront ouvertes H24 et les salles de soins fermeront leurs portes à 20 heures et ce, pour prendre en charge les cas d'accidents ou de maladie. Par ailleurs, la grande affluence sur la plage des Andalouses a permis l'ouverture prochaine d'une seconde salle de soins au niveau du complexe touristique, qui disposera d'une équipe médicale et paramédicale, ajoute-t-on à la direction de la santé. Enfin, en matière de sensibilisation sur les différentes maladies pouvant se propager en été, la même direction a programmé des expositions pour sensibiliser les estivants, notamment en ce qui concerne les intoxications alimentaires, les maladies à transmission hydrique, le tabagisme et la toxicomanie. **R.R.**



Tunisie

Ennahdha souhaite une séparation entre religieux et politique

■ En Tunisie, c'est une petite révolution qui s'annonce chez les islamistes d'Ennahdha. Le parti majoritaire à l'Assemblée depuis janvier tient son congrès ce week-end. Alors qu'il s'appuyait à sa création dans les années 70 sur l'idéologie des Frères musulmans, il s'apprête à séparer ses activités politiques de ses activités religieuses.

Par Anis F.

De la même manière que l'on parle des chrétiens démocrates, le leader historique du parti, Rached Ghannouchi, souhaite qu'Ennahdha devienne un parti musulman démocrate.

Prise de distance avec les Frères musulmans

Par cette décision, à un an des premières élections locales depuis la révolution tunisienne, le parti islamiste Ennahdha officialise sa prise de distance avec les Frères musulmans. La chute en 2013 du président égyptien Mohamed Morsi, issu de la confrérie islamiste, avait échaudé ses cousins tunisiens. La même année, Ennahdha avait préféré finalement quitter le pouvoir sous la pression de la rue.

Dorénavant la dictature est terminée

Autre explication à cette séparation du politique et du religieux, c'est qu'une bonne partie des dirigeants d'Ennahdha considère que dorénavant la dictature est terminée. La nouvelle Constitution de 2014 reconnaît l'islam comme la religion de la Tunisie, il n'y a plus à craindre de menaces de la laïcité sur la religion musulmane.

Ennahdha majoritaire à l'Assemblée

Il y a moins de deux ans, le parti Nidaa Tounès de Béji Caid Essebsi a remporté les élections après avoir fait toute sa cam-



P.F. : DR

pagne contre les islamistes. Aujourd'hui, c'est Ennahdha qui est majoritaire à l'Assemblée, mais soutient la politique du gou-

vernement de Nidaa Tounès. Vendredi soir, le président Béji Caid Essebsi était même invité à l'ouverture du congrès

d'Ennahdha. Les deux partis n'excluent pas de faire des listes communes dans certaines régions l'an prochain. **A. F./Agences**

Le FMI approuve un prêt de 2,9 mds de dollars

LE CONSEIL d'administration du Fonds monétaire international a approuvé un accord pour un prêt sur quatre ans à la Tunisie de 2,9 milliards de dollars pour soutenir son programme de réformes économiques, a annoncé le FMI dans un communiqué. Ce plan d'aide réparti sur quatre ans « *vise à promouvoir une croissance plus forte et plus inclusive et consolider la stabilité macroéconomique*» de la Tunisie, a indiqué le FMI dans son communiqué. Le prêt sera accordé à la Tunisie au titre de la Facilité élargie du crédit (FEC), le principal outil dont dispose le FMI pour apporter un soutien financier à moyen terme aux pays à faible revenu. Ce mécanisme de prêt est également prévu pour les pays qui se heurtent à de graves problèmes de balance des paiements à

moyen terme. Un montant de 319,5 millions de dollars est disponible pour décaissement immédiat, a précisé le fonds. Les autres décaissements seront échelonnés sur la durée du programme, sous réserve de huit examens, a ajouté cette institution financière multilatérale. « *L'économie de la Tunisie a fait preuve de résilience, mais continue à faire face à des défis financiers, externes, structurels et sociaux*», a déclaré Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint du FMI, cité dans le communiqué. « *La stabilité macroéconomique a été préservée et des réformes importantes ont été engagées, notamment avec le soutien du programme du FMI qui a expiré récemment*», a souligné Furusawa. **A.F.**

Déploiement d'une mission de conseil militaire en Libye

Le Pentagone négocie avec le gouvernement d'union

Le département de la Défense des Etats-Unis mène « *d'intenses négociations*» avec le nouveau gouvernement libyen pour déployer des conseillers militaires en Libye, a révélé le chef d'état-major américain, le général Joseph Dunford. Dunford, dont les propos ont été rapportés par le *Washington Post* à Bruxelles à l'issue de sa participation à la réunion du comité militaire de l'OTAN, a déclaré que le Pentagone était dans « *une phase d'intenses négociations*» avec le nouvel exécutif libyen sur un accord pour déployer des conseillers militaires américains en Libye.

L'opération sera axée sur la formation et l'armement des milices qui s'allient au gouvernement de Fayez Sarraj, soutenu par l'ONU. Le responsable militaire américain a fait savoir que des membres de l'OTAN ont fait part de leur volonté de participer à cette mission, dont les détails « *restent peu clairs*»,

jusqu'ici. « *Il y aura une mission à long terme en Libye*», a-t-il ajouté en indiquant que l'OTAN allait formuler une demande au gouvernement de Fayez Sarraj pour prendre part à cette opération.

Interrogé si l'Italie allait participer à cette mission après les informations relayées cette semaine annonçant le recul du gouvernement de Matteo Renzi sur l'envoi de forces pour soutenir la mission de l'ONU en Libye, Dunford a répondu qu'il avait évoqué cette question à Bruxelles avec son homologue italien Claudio Graziano. Il a fait savoir que le gouvernement italien maintenait sa participation à cette mission mais en exigeant des conditions pour y être associée, dont l'une porte sur l'identification des milices libyennes pouvant être armées et formées. Le chef d'état major italien a également expliqué à Dunford que la mission devrait avoir l'aval du Conseil de sécurité. En outre, l'Italie

a exigé que la demande pour le déploiement d'une telle mission émane du gouvernement d'union nationale. Vendredi passé, de hauts responsables du Pentagone ont révélé le déploiement de deux groupes de forces spéciales à Misrata et Benghazi en prévision d'une offensive militaire contre le groupe terroriste autoproclamé « *Etat islamique*» (EI/Daech).

Le général Dunford a refusé de commenter cette information en indiquant que les Etats-Unis étaient à la recherche de moyens pour assurer « *une contribution unique*» à l'effort de la lutte contre l'EI en Libye. Mardi, le chef d'Africom, David Rodriguez, qui s'exprimait juste après la conférence de Vienne qui a soutenu le réarmement du gouvernement libyen a affirmé que la Libye n'avait pas besoin d'énormes livraisons d'armes pour contrer Daech.

Kamel L./APS

Annulation de l'accord agricole UE-Maroc Les parlementaires belges s'inquiètent de l'intervention de leur pays

L'INTERVENTION de la Belgique en soutien au Conseil de l'Union européenne (UE) qui a interjeté appel du jugement de la Cour de justice de l'UE (CJUE) annulant l'accord controversé sur la libéralisation du commerce des produits agricoles et halieutiques conclu en mars 2012 entre l'Union et le Maroc, inquiète les parlementaires belges qui ont demandé des comptes à leur chef de la diplomatie, Didier Reynders. Jugeant l'initiative du gouvernement belge qui s'est joint à d'autres Etats de l'Union européenne pour intervenir au soutien des conclusions du Conseil de l'UE « *particulièrement inattendue*», le député fédéral, Benoit Hellings, a demandé au ministre belge des Affaires étrangères des explications sur « *les raisons politiques et diplomatiques qui guident cette intervention*» de leur Etat à la Cour de justice de l'UE. Il a mis l'accent, à ce titre, sur « *les intérêts économiques belges défendus dans ce cadre*», exigeant des précisions sur les frais qu'impliquerait cette action judiciaire pour les conseils juridiques auxquels l'Etat ne manquera pas de faire appel dans cette affaire. Une procédure de pourvoi au niveau de la Cour d'appel européenne a été introduite en avril dernier par l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Espagne et le Portugal en soutien au Conseil de l'UE qui a fait appel de la décision du tribunal européen. Le député fédéral belge s'est interrogé, à ce titre, sur la coordination de l'action judiciaire belge avec ces quatre Etats. L'accord agricole conclu en 2012 entre le Maroc et l'UE a été, en effet, annulé par une décision de la Cour de justice européenne au motif qu'il incluait les territoires du Sahara occidental, suite à une plainte déposée par le Front Polisario. La CJUE a relevé dans son jugement rendu le 10 décembre dernier que le Conseil de l'UE a manqué à son obligation de vérifier si l'exploitation des richesses naturelles du Sahara occidental se fait ou non au profit de la population de ce territoire. Interrogé sur la décision de l'UE de faire appel du jugement rendu par la CJUE, M^e Gilles Devers, principal avocat du Front Polisario qui avait porté l'affaire devant le tribunal européen, s'était dit « *confiant*», assurant que le Collectif d'avocats engagé dans cette affaire « *ira devant la Cour avec les mêmes arguments*».

R.M.



Irak

Nouvelle intrusion de manifestants dans la Zone verte, des dizaines de blessés

■ Des dizaines de personnes ont été blessées vendredi à Bagdad où des partisans du dignitaire chiite Moqtada Sadr ont réussi à occuper brièvement le bureau du Premier ministre, situé dans la Zone verte ultrasécurisée de la capitale irakienne.

Par Ali O.

L'influent chef chiite a mis en garde contre toute tentative de bloquer des «manifestations pacifiques». «Aucune partie n'a le droit d'empêcher ça. Sinon, la révolution prendra une autre forme», a averti Moqtada Sadr, qui réclame depuis des semaines des réformes visant à lutter contre la corruption, le népotisme et le clientélisme. Un couvre-feu décrété après les violences de la journée a été levé dans la soirée. Il s'agit de la seconde intrusion des partisans de Moqtada Sadr dans la zone verte en trois semaines. Ils avaient occupé le Parlement fin avril. Les mesures prises par les forces de sécurité pour tenter de garder les manifestants hors de la Zone verte – qui abrite les bâtiments gouvernementaux et des ambassades – ont provoqué la colère des protestataires. «Nous sommes venus pour une manifestation pacifique mais les lâches nous ont tiré dessus», s'est exclamé un manifestant,

tenant une poignée de cartouches dans sa main. Au moins 58 personnes ont été blessées, dont des membres des forces de sécurité, selon des sources de sécurité et médicales. Les partisans de Moqtada Sadr ont arraché les barbelés installés sur un des principaux ponts du Tigre, forçant l'entrée de la Zone verte. Faisant fi des grenades lacrymogènes, des bombes assourdissantes et des tirs à balles réelles, des manifestants ont réussi à pénétrer dans le bureau du Premier ministre Haider al-Abadi, selon un photographe de l'AFP. On ignore si le Premier ministre se trouvait dans le bâtiment à ce moment-là. Certains ont posté sur les réseaux sociaux des photos du bureau du Premier ministre ainsi que de la salle de réunion du gouvernement. Quelques heures plus tard, M. Abadi a déclaré que «prendre d'assaut des institutions de l'Etat (...) ne peut être accepté». Mais il a dit soutenir «les revendications des manifestants pacifiques». «Ne soyez pas du côté de l'oppres-



seur, mais avec le peuple», scandaient des manifestants à l'adresse des membres des forces de sécurité qui gardaient le bâtiment de M. Abadi. Les manifestants ont fini par se retirer du bureau sous la pression des forces de sécurité, qui ont réussi à repousser la foule vers l'un des principaux ponts de Bagdad, alors que des renforts arrivaient sur place. Les partisans de M. Sadr avaient ren-

contré très peu de résistance le 30 avril quand ils s'étaient introduits dans le Parlement, situé également dans la zone verte, mais M. Abadi avait appelé à punir les fauteurs de troubles. L'incident avait aggravé la crise politique dans laquelle est embourbé l'Irak depuis des semaines. Le Premier ministre tente de mettre en place un nouveau gouvernement pour rempla-

cer les ministres affiliés aux partis par des technocrates plus à même, selon lui, de mettre en œuvre les réformes anticorruption adoptées en 2015 dans la foulée de grandes manifestations populaires contre l'incurie et le clientélisme de la classe politique. De nombreux partis s'opposent toutefois à ce projet par peur de perdre certains de leurs privilèges. Moqtada Sadr, descendant d'une influente famille religieuse devenu populaire après s'être rebellé contre les Américains durant l'invasion de l'Irak, s'est imposé comme le fer de lance des réformes en Irak et jouit d'une forte popularité auprès de milliers d'Irakiens excédés par la classe politique. Cette crise politique survient alors que les forces de sécurité irakiennes sont mobilisées dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique qui s'est emparé de larges pans du territoire en 2014.

A. O.

Venezuela

Maduro organise de vastes exercices militaires en pleine tension

Le Venezuela a lancé vendredi des exercices militaires «sans précédent» sous l'impulsion de son président Nicolas Maduro confronté à son plus important mouvement de contestation depuis son arrivée au pouvoir, une crise que tentent d'apaiser des médiateurs internationaux. La fièvre est brusquement montée ces derniers jours dans un Venezuela en pleine crise économique, politique et sociale, où le président Maduro a décrété l'état d'exception qui lui accorde des pouvoirs accrus en matière de sécurité, de distribution alimentaire et énergétique. C'est dans le cadre de cet état d'exception, rejeté par le Parlement, où l'opposition est majoritaire, que 519.000 militaires et miliciens effectuaient des exercices durant deux jours, le président socialiste prétextant une «intervention extérieure» visant à le déloger du pouvoir. L'armée vénézuélienne avait déjà procédé à des exercices de défense en mars 2015, mais d'une ampleur moindre avec quelque 100 000 hommes, lorsque le président américain Barack Obama avait décrété que le pays sud-américain était une «menace» pour la sécurité des Etats-Unis.

Le gouvernement «veut procéder à de grands déploiements militaires pour que les gens aient peur (...) Le faire avec le prétexte d'une menace extérieure est une bonne façon de montrer ses muscles», a expliqué à l'AFP l'analyste Benigno Alarcon.

«Cet exercice n'est pas fait pour provoquer une inquiétude quelconque dans le pays», a répondu le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez, qui a répété que le «Venezuela était menacé en ce moment». Il s'agira d'exercices «sans précédent», selon lui, qui impliquent 160 000 soldats et des centaines de milliers de réservistes et partisans armés. Le rôle de l'armée vénézuélienne sera déterminant dans cette crise, estiment des experts. Pour l'opposant Henrique Capriles, défait de peu par M. Maduro lors du scrutin présidentiel de 2013, un «soulèvement militaire» est même «dans l'air» au pays. Après plusieurs jours d'escalade, d'anciens chefs de gouvernement étrangers, dont l'Espagnol José Luis Rodríguez Zapatero, ont tenté de faire retomber la pression à l'issue des réunions à Caracas avec l'opposition antichaviste et le chef de l'Etat vénézuélien, successeur du défunt président Hugo Chavez.

«Ce sera long, compliqué et difficile, mais c'est le chemin que doit emprunter le Venezuela, celui du dialogue national qui devra aborder les problèmes sociaux, économiques, institutionnels, de cohabitation pacifique, de libertés», a déclaré M. Zapatero, qui conduit cette délégation à la demande de l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Les deux parties ont manifesté leur «volonté» d'échanger, a-t-il souligné. Le Chili, l'Argentine et l'Uruguay ont eux

appelé à un «dialogue politique urgent» pour dénouer la crise au Venezuela, pays doté des premières ressources pétrolières au monde mais frappé par une inflation de 180,9% (le FMI prévoit 700% en 2016), la plus élevée au monde, un recul du PIB (-5,7%), et des finances publiques dans le rouge car très dépendante des cours du brut. «Le dialogue avec un accompagnement international doit avoir lieu» mais «la solution à la crise passe par l'organisation d'un référendum révocatoire», pour destituer Nicolas Maduro, a déclaré vendredi Enrique Marquez, le vice-président du Parlement, où l'opposition est majoritaire.

De son côté, le président Maduro a dit espérer jeudi soir que le dialogue fasse cesser «l'attitude de coup d'Etat» de la coalition d'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD).

Le bras de fer entre chavistes et antichavistes s'est intensifié depuis que l'opposition a rassemblé début mai environ 1,8 million de signatures pour lancer le processus du référendum de destitution, une initiative à laquelle les autorités ont opposé une fin de non-recevoir, même si la commission électorale doit encore se prononcer officiellement. Les antichavistes, qui espèrent l'organiser d'ici fin 2016 et qui accusent les autorités de jouer la montre, sont descendus mercredi dans la rue pour accélérer le calendrier mais les manifestations ont été réprimées.

R. T.



Points chauds

Crédibilité

Par Fouzia Mahmoudi

Alors qu'à gauche François Hollande se prépare vraisemblablement à essayer de passer en force pour être le prochain candidat qui représentera une nouvelle fois sa famille politique à la présidentielle, du côté de la droite l'on semble, pour le moment en tout cas, faire les choses dans les règles avec une primaire qui départagera les aspirants candidats. Du moins ce qui apparaissait être le cas avant que Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne ministre de l'Écologie, ne fasse part de ses craintes concernant l'organisation de la primaire par Nicolas Sarkozy. En effet, au cours d'un meeting la semaine dernière au Perreux-sur-Marne, dans le Val-de-Marne, la députée de l'Essonne n'a pas été tendre envers son rival et ancien mentor, auquel elle a par ailleurs servi de porte-parole durant la dernière campagne présidentielle. Apparemment, NKM craindrait un nouveau fiasco, comme en 2012 avec l'élection à la présidence de l'UMP. «Avec la guerre Copé-Fillon, on a un passif de tricheurs. Alors, changer les règles, ça ne crée pas la confiance et cela nous replonge dans nos divisions internes», a-t-elle regretté. L'ancien président de la République s'est récemment opposé au vote des Français de l'étranger par bulletin électronique pour la primaire, alors que le bureau politique des Républicains l'a approuvé à l'unanimité. «Thierry Solère, l'organisateur du scrutin, était d'accord, mais Nicolas Sarkozy a opposé son veto. Je crains qu'il ne veuille pouvoir bidouiller», s'est inquiétée NKM. Le «veto» de Nicolas Sarkozy a entraîné une obligation de compromis : les habitants des grandes villes à l'étranger devront voter par bulletin papier et les autres, par bulletin électronique. «Le 15 juillet prochain, je proposerai à la haute autorité de la primaire la liste des endroits où l'on pourra voter dans des bureaux de vote, et sinon tout le reste se fera par Internet», a finalement expliqué le député Thierry Solère. Nathalie Kosciusko-Morizet a également profité du meeting de Perreux-sur-Marne pour revenir sur la sortie remarquée de Nicolas Sarkozy qui reconnaissait le 12 mai ne pas connaître Le Bon Coin, le huitième site le plus visité de France. «Sarkozy qui ne sait pas ce qu'est Le Bon Coin, ça porte atteinte à la crédibilité des politiques», a-t-elle lancé. Il semblerait que l'ancienne ministre n'ait pas pardonné à l'ancien président son éviction du poste de numéro deux des Républicains, même si ses craintes semblent justifiées. Mais elle devient aujourd'hui l'un de ses antagonistes les plus acharnés et est visiblement décidé à tenter de déstabiliser l'ancien chef de l'État au maximum d'ici le scrutin des primaires en novembre prochain.

F. M.



Festival européen en Algérie

Une belle rencontre entre jazz et andalou avec Amel Zen

■ La chanteuse algérienne Amel Zen continue d'enchanter ses fans avec de belles nouveautés musicales. Pour la soirée de vendredi qui s'inscrit dans le cadre du Festival européen d'Alger, Amel Zen ainsi qu'un duo autrichien ont gratifié l'assistance des plus belles chansons de la musique andalouse avec des arrangements de jazz.

Par Abla Selles

Une aventure musicale, fruit d'une rencontre entre un duo de musiciens autrichiens de jazz de composition et la chanteuse algérienne de formation andalouse Amel Zen, et d'autres jeunes musiciens algériens, a été présentée vendredi à la villa Dar Abdeltif à Alger.

Après une résidence de création artistique organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), en collaboration avec le Festival culturel européen en Algérie, des classiques de la musique andalouse ont été revisités avec des arrangements jazzy et une instrumentation occidentale enrichie du son du luth.

Représentant l'Autriche lors de ce 17^e Festival culturel européen en Algérie qui se déroule depuis le 9 mai à Alger, avec quelques activités dans d'autres villes du pays, ce duo composé de la trompettiste Michaela Rabitsch et du guitariste Robert Pawlik avait donné deux concerts dans les villes d'Alger et de Annaba avant d'assurer une résidence de création avec des artistes algériens.

Accompagné de la chanteuse Amel Zen qui œuvre depuis quelques années à retravailler le répertoire andalou en le positionnant dans d'autres univers musicaux comme la pop ou le jazz, le duo autrichien a tenté un dialogue entre les deux styles en incorporant le luth dans une instrumentalisation déjà orientée



Ph. DR

vers le jazz oriental.

Des morceaux comme «Ghorbati fi balad ennas» ou «Nesrah» en plus de plusieurs istikhbar et insiraf ont été revus et réadaptés pour donner un résultat harmonieux, très apprécié par le public venu en nombre, sur lequel chacun des musiciens pouvait s'exprimer en toute liberté.

La voix somptueuse de Amel Zen s'était également posée sur des compositions du duo, comme «Africa», ou des classiques de jazz exécutés par l'ensemble. Habitué de la fusion, la chanteuse avait également accompagné la trompettiste britannique Yazz Ahmed lors de sa prestation pour le compte de ce festival.

Une autre résidence de création avait également été animée par le saxophoniste belge Manuel Hermia, autour de l'improvisation dans le jazz, à l'adresse de jeunes musiciens algériens.

Les participants à cette dix-septième édition du festival ont animés de belles soirées musicales avec beaucoup de nouveauté. Il est à rappeler que le festival européen d'Alger a accueilli cette année de grands noms d'artistes du bassin méditerranéen. Des styles différents et des rythmes variés ont marqué cette nouvelle édition.

A.S.

Nouvelle galerie de l'artiste peintre Mahmoud Taleb à Oran

Une centaine d'œuvres de l'artiste bientôt exposées

L'artiste peintre et sculpteur Mahmoud Taleb qui ouvrira prochainement une galerie d'art aspire à offrir à la ville d'Oran et à ses artistes, un espace d'exposition et un lieu de rencontre et d'échange qui a longtemps fait défaut. «A tout seigneur, tout honneur», dit l'adage. Mahmoud Taleb inaugurer sa galerie avec une grande exposition d'une centaine de ses œuvres, qui donnera un large aperçu de ses travaux, alliant à la fois peinture, sculpture et calligraphie, pour donner un florilège de thèmes et de couleurs attirantes.

Rencontré sur place, dans cette galerie, l'artiste ne cache pas ses ambitions ni ses objectifs.

«C'est un véritable joyau que nous mettons au service de l'Art et des artistes de tous les horizons», explique-t-il. «A Oran, les gens aiment les arts et le prouvent à chaque exposition aussi modeste soit-elle. Ma conviction est confortée par tous ces gens qui se montrent impatients de découvrir notre galerie.

Certains m'ont même demandé à leur apprendre la peinture. C'est extrêmement encourageant que de voir cet intérêt pour ma passion et mon art», a-t-il souligné.

Taleb Mahmoud explique que la création de cette galerie d'art intervient dans le cadre de l'animation de la vie culturelle dans la capitale de l'Ouest et son désir à susciter une dynamique artistique à Oran.

«Une salle d'exposition serait l'endroit idéal pour atteindre ces objectifs», explique-t-il, précisant que ce lieu sera ouvert aussi bien aux professionnels chevronnés qu'aux jeunes artistes désireux de se frayer un chemin dans ce monde passionnant de l'Art. «Un programme sera tracé dans l'objectif de participer à cette dynamique», ajoute Taleb Mahmoud.

La centaine de tableaux de cet artiste qui seront exposés prochainement dans cette galerie d'art sont dans le style abstrait. Aucune toile ne porte de nom et aucun thème n'est imposé d'office. Le visiteur aura

toute la liberté de «lire» et «traduire» les œuvres, dédiées principalement à l'amour de la patrie et à ses traditions entre autres, mais aussi des toiles mettant en relief des versets du Saint Coran, dans un style très attractif et agréable.

Ces œuvres sont scindées en deux groupes. Le premier concerne une collection s'inscrivant dans l'art abstrait, des bas-reliefs, un mélange entre sculpture et peinture. Le second concerne des sculptures.

Les toiles donnent à voir des motifs multiformes et multicolores, impressions créées par cet artiste multiple. En effet, dans toiles, les influences de la sculpture et de calligraphie sont très visibles. Les tableaux mettent en valeur, avec une touche contemporaine, les différents styles artistiques pour lesquels l'artiste a opté. «Dans ma collection, je me suis inspiré de la calligraphie mais aussi de la sculpture. Ces deux genres plaisent au citoyen algérien», explique-t-il.

L.B.

L'exposition «Lumières d'Afrique»

L'artiste peintre Amina Zoubir représente l'Algérie

L'artiste peintre algérienne Amina Zoubir prend part à l'exposition «Lumières d'Afrique» qui durera jusqu'au 6 juin prochain avec la participation de 54 artistes africains, lit-on sur le site électronique de la manifestation.

Plasticienne, réalisatrice et photographe travaillant entre Paris et Alger, Amina Zoubir signe sa présence par une œuvre dédiée à la bougie en tant que source d'énergie écono-

mique pour l'homme depuis la nuit des temps. Le thème central de cette exposition itinérante s'articule autour de l'énergie et de l'électricité en Afrique, sachant que plusieurs grandes villes africaines font face à de nombreuses coupures d'électricité. Cinquante-quatre artistes africains s'engagent à révéler l'enjeu important que représente l'accès à l'énergie pour l'avenir du continent. Initiée par l'organi-

sation non lucrative African Artists for Développement, l'exposition sera animée dans plusieurs villes africaines avant d'atterrir à Dakar (Sénégal) comme dernière étape. L'exposition qui a été inaugurée pour la première fois à Paris (France), renferme plusieurs expressions artistiques contemporaines (vidéos, toiles, sculptures, photographies et autres). Le président d'African Artists for Développement a rap-

pelé que plus de 600 millions d'Africains sont privés d'électricité alors que le continent est connu pour sa richesse en ressources énergétiques. La Banque africaine pour le développement, organisatrice de la manifestation, avait lancé en 2015 à Abidjan sa «nouvelle charte sur l'énergie en Afrique» en vue de couvrir la «pauvreté énergétique du continent».

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie d'art Asselah-Hocine
Jusqu'au 30 mai :

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska.

Palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 30 mai :
Exposition «Les villes d'Algérie».

Galerie Seen Art
Jusqu'au 31 mai :

Exposition collective «Regards intemporels» des artistes Mustapha Adane, Souhila Belbahar, Salah Hioun et Rezki Zerarti.

Galerie d'art Sirius
Jusqu'au 31 mai :

Exposition «Haïk Vibes. Amour, mystère et féminité», de l'artiste Alexandra Gillet.

La Coupole d'Alger (Complexe olympique Mohamed-Boudiaf)

2 juin :
Le rappeur Maître Gims anime un spectacle

Bastion 23 (Bd Amara-Rachid, Bab-El-Oued, Alger)
Jusqu'au 11 juin :

Exposition de photographies «Constantine, regards croisés, patrimoine et culture», dans le cadre du 17^e Festival culturel européen en Algérie.

JO-2016 (Football)
Algérie
**Belkabra,
Demmou,
Bendebka,
Ziri et Merbah,
les nouveautés
de Shurmann**

VINGT-quatre joueurs ont été retenus par le sélectionneur national olympique, André Pierre Schurmann, pour participer aux différents stages de l'équipe nationale de football dans les cadre de ses préparatifs pour les Jeux Olympiques de Rio 2016 prévus en août prochain. La liste publiée jeudi soir sur le site officiel de la Fédération algérienne de football (FAF) comprend cinq nouveaux éléments appelés pour la première fois, dont un évoluant en France. Il s'agit de Haris Belkabra, le milieu offensif du FC Tours (Ligue 2, France), Abdelghani Demmou, le défenseur central du MC Alger, Hamar Ziri et Merbah Messala, milieux de la JS Saoura, ainsi que Sofiane Bendebka, également milieu de terrain du NA Hussein Dey. Ramy Bensebaini, prêté cette saison par le Paradou AC à Montpellier (Ligue 1, France) et dont l'option d'achat n'a pas été levée, fait son retour dans l'effectif des Verts. L'équipe nationale olympique effectuera du 9 au 30 juin un premier stage au Centre national des sports et loisirs de Tikjda (Bouira). Un deuxième regroupement est prévu à partir du 7 juillet au Centre technique national de la FAF à Sidi Moussa (Alger) avec au programme deux rencontres amicales les 13 et 17 juillet à Alger, face à l'équipe olympique d'Irak, qualifiée pour les JO de Rio, indique l'instance footballistique nationale. La liste des joueurs : Gardiens : Salhi Abdelkadir (ASO Chlef) - Chaal Farid (USM El Harrach) - Metehazem Oussama (RC Arbaâ). Défenseurs : Halaimia Mohamed Reda (MC Oran) - Bensebaini Ramy - Benguit Raouf (Paradou AC) - Abdellaoui Ayoub (USM Alger) - Kenniche Ryad - Rebiai Miloud (ES Sétif) - Ferhani Houari (JS Kabylie) - Cherifi Redhouane (USM Bel-Abbès) - Demmou Abdelghani (MC Alger). Milieux : Benkhemassa Mohamed (USM Alger) - Draoui Zakaria (CR Belouizdad) - Belkabra Haris (FC Tours) - Merbah Messala - Hammar Ziri (JS Saoura) - Bendebka Sofiane (NA Hussein Dey). Attaquants : Meziane Bentahar (RC Arbaâ) - Haddouche Zakaria - Amokrane Abdelhakim (ES Sétif) - Ferhat Zineddine - Darfalou Oussama (USM Alger) - Belkabra Mohamed (ASM Oran).

Saim O.

Football

L'USM Alger fête son 7^e titre de champion d'Algérie

■ A une journée de la fin du championnat, les Rouge et Noir de la capitale, finalistes malheureux de la Ligue des champions 2015 en novembre dernier, comptent pas moins de 13 points d'avance sur leur dauphin, la JS Saoura (58 contre 45). Arborant des maillots frappés du numéro 7, accompagné du même nombre d'étoiles et de l'inscription «Champion d'Algérie», les joueurs usmistes et tout le staff technique et médical ont reçu leurs médailles des mains des différents responsables présents à la cérémonie.



Ph. > D. R.

Par Racim S.

L'USM Alger a célébré vendredi son 7^e titre de champion d'Algérie par une cérémonie riche en couleurs organisée à l'issue du match

face au DRB Tadjenanet (2-1), disputé au stade Omar-Hamadi de Bologhine pour le compte de la 29^e et avant-dernière journée de Ligue 1 de football. Arborant des maillots frappés du numéro 7, accompagné du même nombre d'étoiles et de l'inscrip-

tion «Champion d'Algérie», les joueurs usmistes et tout le staff technique et médical ont reçu leurs médailles des mains des différents responsables présents à la cérémonie. Ainsi, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, le président de la

Ligue de football professionnel (LFP), Mahfoud Kerbadj et le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, entre autres, ont tenu à honorer les champions. La remise du graal a été accompagnée par un impressionnant craquement de fumigènes des supporters et des feux d'artifice qui ont illuminé le début de soirée à Bologhine. A une journée de la fin du championnat, les Rouge et Noir de la capitale, finalistes malheureux de la Ligue des champions 2015 en novembre dernier, comptent pas moins de 13 points d'avance sur leur dauphin, la JS Saoura (58 contre 45). Outre ses 7 titres de champion d'Algérie (1963, 1996, 2002, 2003, 2005, 2014 et 2016), l'USMA a remporté 8 coupes d'Algérie (1981, 1988, 1997, 1999, 2001, 2003, 2004 et 2013).

R. S./APS

Football algérien (dopage) 1 360 joueurs contrôlés

1 360 joueurs ont été contrôlés durant la saison 2015-2016 dont 1276 en compétition et 84 hors compétition sportive, dans le cadre de la lutte antidopage, indique un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF), jeudi soir à l'issue de la réunion de son bureau exécutif. Le communiqué a rappelé au passage que cinq éléments ont

été contrôlés positifs : Youcef Belaïli (USM Alger), Rafik Boussaid (RC Arbaâ), Noufel Gharissi et Hocine Amrous (JSM Skikda), ainsi que Kheireddine Merzougui (MC Alger). Les cinq joueurs ont été suspendus pour quatre ans chacun. Par ailleurs, la commission médicale a organisé un stage de formation de médecins contrôleurs du dopa-

ge, au nombre de 52 médecins dont 22 femmes, a fait savoir la même source, ajoutant que des journées de sensibilisation ont été également organisées à travers le territoire national pour la vulgarisation du contrôle antidopage. «Cette opération de vulgarisation se poursuivra la saison prochaine», a encore assuré la FAF.

O. N.

9^e semi-marathon de la Sûreté nationale Victoire de Rabah Khouas et Malika Bouderbail

Rabah Khouas de l'équipe nationale militaire et Malika Bouderbail de la Protection civile ont remporté, vendredi à Alger, le 9^e semi-marathon de la Sûreté nationale (18 km pour les messieurs et 9 km pour les dames) avec la participation de 1 685 coureurs dont 213 dames. Les 2^e et 3^e places sont revenues respectivement à Nassim Derifel et Ahmed Dali de l'Armée nationale populaire, alors que chez les dames, Kheira Mediouni et Nassima Messaoudi de la Protection civile ont complété le podium. Le coup d'envoi de la course masculine a été donné depuis le jardin Sofia, en passant notamment par la place du 1^{er}-Mai, la rue Mohamed-Belouizdad, le pont des Fusillés et la commune de Bab Ezzouar, alors que pour les dames le tracé a débuté au niveau du complexe sportif du Caroubier, puis les athlètes sont passés par la cité des Bananiers pour atteindre le siège de la direction des Unités

républicaines d'El-Hamiz (Dar El-Beïda), point d'arrivée de la course chez les deux sexes. «La compétition a été âprement disputée. Cette épreuve constitue une étape préparatoire importante en vue du championnat national», a indiqué à l'APS le vainqueur Rabah Khouas. De son côté, Malika Bouderbail a estimé que «la présence d'athlètes confirmées a donné à la course un cachet particulier et a été d'un bon niveau. En ce qui me concerne, c'était une occasion pour jauger mes qualités en vue du championnat d'Afrique en Angola où je serai en lice sur le 10 000 m». L'entraîneur de l'équipe nationale militaire, Abdelkrim Laâmri, a affirmé que cette compétition est devenue «incontournable» pour son équipe qui s'est présentée «avec 10 coureurs, réussissant à décrocher les trois premières places. Il s'agit pour nous d'une étape préparatoire en vue des prochaines échéances nationales et internationales». Cette

9^e édition du semi-marathon a vu la participation des équipes de la Sûreté nationale, de la Protection civile, des Douanes algériennes, de l'Administration pénitentiaire et de l'Armée nationale populaire. En marge de ce rendez-vous sportif, les organisateurs ont tenu à honorer les familles des regrettés Salah Talhi, l'un des hommes forts du sport au sein de la Sûreté nationale, et l'ancien champion du monde paralympique Mohamed Allek, décédé récemment des suites d'une longue maladie. Cette épreuve s'est déroulée en présence du directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel, du ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, du président du Comité olympique et sportif algérien (COA) Mustapha Berraf et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

R. S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Gendarmerie nationale

200 élèves officiers prêtent serment devant la Cour d'Alger

QUELQUE 215 élèves officiers de l'Ecole supérieure de la Gendarmerie nationale, promus au grade de lieutenant, ont prêté serment samedi devant les magistrats de la Cour d'Alger, a indiqué un communiqué de la Gendarmerie nationale. «*Quelque 215 élèves officiers dont 20 femmes de la 49^e promotion de la formation professionnelle de la Gendarmerie nationale ont prêté serment samedi et seront promus au grade de lieutenant à compter du 5 juillet prochain*», a précisé la même source. Les nouveaux promus détenteurs de diplômes universitaires, ayant passé avec succès leur examen de fin de stage devant une commission mixte composée de magistrats et d'officiers de la Gendarmerie nationale, seront affectés pour exercer

dans les différentes unités de la Gendarmerie nationale à travers le territoire national, selon le même communiqué. Les élèves officiers, qui ont prêté serment, ont accompli les procédures légales exigées et ont obtenu la qualité d'officiers de police judiciaire qui fait d'eux des auxiliaires de la justice (article 12 du code de procédures pénales), a ajouté la même source. Le serment constitue «*non seulement une reconnaissance légale au gendarme pour exercer ses missions et ses attributions en qualité d'officier de police judiciaire, mais un contrat solennel par lequel les officiers de la Gendarmerie nationale s'engagent à être fidèles aux principes de la révolution de novembre 1954*», a tenu à préciser la même source. **Yanis G.**

Tizi Ouzou

Des ambulances Mercedes-Benz pour les polycliniques



UNE OPÉRATION d'acquisition d'une vingtaine d'ambulances au profit des Établissements Publics de Santé et de Proximité (EPSP) à Tizi Ouzou par la direction locale de la santé et de la population (DSP). Et ces ambulances seront fournies par la Société algérienne de fabrication des véhicules (Safav) de Tiaret de marque Mercedes-Benz du ministère de la Défense nationale, a précisé la direction locale de la santé. Le montant de cette opération est de 75 millions de dinars alors que les premières livraisons sont attendues ces jours-ci. En effet, la première dizaine d'ambulances seront

affectées essentiellement aux structures de santé des zones de montagnes qui sont confrontées justement à l'absence de ce moyen d'évacuation des malades dans les cas urgents. Il est à noter que la wilaya de Tizi Ouzou compte 8 EPSP, à savoir Draa Ben Khedda, Ouacifs, Larbaa Nath Irathen, Boghni, Iferrhounène, Ouaguenoun, Azeffoune et Azazga englobant 55 polycliniques. Certains de ces EPSP couvrent jusqu'à 12 communes, à l'instar d'Azazga, soit une population de plus 207 000 habitants.

Hamid M.

Communes d'Alger-Centre

Jusqu'à jeudi sans eau potable

L'ALIMENTATION en eau potable sera perturbée de dimanche à 00h00 jusqu'à jeudi à 09h00 dans des communes d'Alger-Centre en raison de l'arrêt total de la station de dessalement du Hamma pour des travaux de maintenance, a annoncé samedi la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans un communiqué. L'arrêt de la station de dessalement engendrera un déficit en production qui générera quelques perturbations en eau potable au niveau des communes d'Alger-Centre, a ajouté la même source, sans toutefois préciser quelles sont ces communes. La SEAAL rassure ses clients des communes touchées par cette perturbation que la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement durant la journée du jeudi 26 mai tout en rappelant qu'un dispositif de citernage sera mis en place, pour la durée de la suspension, afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers. **K. L.**

Crash d'un avion d'Egyptair



Loumis

Djalou@hotmail.com

Le Maroc inonde de drogue l'Algérie au 1^{er} trimestre

28 tonnes de résine de cannabis saisies

■ *Les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus de 27 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie durant le premier trimestre de 2016, dont plus de 81% à l'ouest du pays, selon l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT).*

Par Louiza A.R.

Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant essentiellement du Maroc voisin. Les quantités effarantes de drogue qui inondent le pays n'en finissent pas. Le bilan arrêté à l'ouest du pays, indique un chiffre qui donne le tournis. Se référant au bilan des services de lutte contre les stupéfiants (Gendarmerie nationale, DGSN et Douanes), le bilan communiqué par l'ONLDT, un total 27 816,874 kg de résine de cannabis ont été saisies durant le premier trimestre de l'année en cours, dont 81,02% dans la région Ouest du pays. Par ailleurs, 10,68% de la quantité saisie a été enregistrée dans la région Sud du pays, 6,12% dans la région Centre et 2,19% dans l'Est du pays. Même si les quantités de résine de cannabis saisies durant la même période ont enregistré une baisse de 21,42%, en raison surtout du renforcement du dispositif sécuritaire aux niveaux des frontières, les quantités saisies restent encore élevées. Les investigations menées par les services concernés ont abouti à l'interpellation de 9 806 individus dont 49 étrangers pour des affaires liées à la drogue, selon le même bilan qui fait ressortir que sur la totalité des personnes impliquées, 280 sont présentement en fuite.

Les données de ce bilan révèlent également que parmi les personnes interpellées, 2 305 sont des trafiquants alors que 5 459 sont des usagers de résine de cannabis et que 1 072 sont des trafiquants de substances psychotropes et 905 autres en sont des usagers. S'agissant des drogues dures, la quantité d'héroïne saisie en Algérie a fortement augmenté, passant de 18,3 grammes à 145,44 grammes, soit une hausse de 694,75% durant la même période de référence, ajoute le même bilan. Les services de sécurité ont procédé à l'arrestation de 58 trafiquants et de 5 usagers de cette drogue, en plus d'un trafiquant d'héroïne et d'un autre cultivateur de cannabis.

En revanche, la quantité de cocaïne saisie a enregistré une baisse de 91,69%, passant de 84 216 grammes durant la même période de 2015 à 7 000 grammes en 2016. Le rapport a également relevé une légère augmentation des saisies des comprimés de types psychotropes, passant de 197 616 à 215 081 comprimés durant la même période de référence, soit une hausse de 8,84%, dont 39,67% saisies à l'Ouest du pays.

Selon la même source, le nombre des personnes interpellées pour des affaires liées à la drogue est en forte hausse, pas-

sant de 6 520 à 9 806 individus, durant la même période de comparaison.

Durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours, 7 467 affaires ont été traitées, contre 4 883 en 2015, en hausse de 52,92%. Sur le total de ces affaires, 1 969 sont liées au trafic illicite de drogue et 5 497 autres à la détention et à l'usage de drogue, conclut la même source.

Depuis 2010, les quantités saisies de kif traité ont atteint environ 500 tonnes, selon des chiffres rendus publics la semaine dernière par la Gendarmerie nationale lors d'un colloque à Oran.

Cette énorme quantité de drogue provient du Maroc, qui a été classé l'un des premiers producteurs de cannabis au monde par le rapport de 2015 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), un organe indépendant chargé de surveiller l'application des conventions internationales de l'ONU relatives au contrôle des drogues.

Outre la culture du cannabis, le document révèle l'apparition au Maroc d'«un trafic de cocaïne qui est transporté en contrebande à bord de vols commerciaux en provenance du Brésil et transite par l'Afrique de l'Ouest et le Maroc d'où elle rejoint l'Europe».

L. A. R.